

Postes et formation: peut mieux faire

François Hollande le sait depuis le départ : il sera jugé sur cette promesse des 60 000 créations de postes dans l'Éducation, dont 54 000 dans le primaire et le secondaire. A ce jour, 42 338 ont été créés, déclare la ministre Najat Vallaud-Belkacem, qui règle le sujet d'un «*l'objectif sera atteint d'ici l'an prochain*». Frédérique Rolet, la secrétaire générale du Snes-FSU, le principal syndicat des enseignants du second degré, en doute fortement : «*Je ne vois pas comment. Ce n'est plus réalisable, à moins d'un tour de passe-passe dans les modes de calcul, en intégrant d'autres postes que des enseignants.*» Au-delà de la querelle comptable, Francette Popineau, la nouvelle secrétaire générale du Snuipp-FSU (le principal syndicat du primaire), insiste sur le ressenti : «*L'effort budgétaire consenti ne se voit pas sur le terrain, c'est terrible à dire, mais c'est ainsi. Le nombre d'élèves par classe est toujours le même.*» Pour plusieurs raisons. Les nouveaux postes ont en partie été absorbés par la hausse démographique : entre 2007 et 2016, on compte 260 000 enfants de plus sur les bancs de l'école. Le décalage s'explique aussi par le temps de formation des nouveaux

enseignants. C'est, pour le coup, une promesse que François Hollande aura tenue : restaurer la formation initiale des professeurs, décapitée par l'ancienne majorité. Mais sur ce point aussi, les syndicats majoritaires sont déçus. Ces ESPE (Ecoles supérieures du professorat et de l'éducation) posent question : le contenu des formations est jugé «*médiocre par endroits*», le rythme trop soutenu pour les élèves-stagiaires... Seul Christian Chevalier, de SE-Unsa, est plus mesuré : «*Les ESPE ont leur raison d'être. Être trop critique, c'est donner des arguments à la droite pour supprimer à nouveau la formation initiale. Prudence.*» S'ajoute un autre problème, structurel et plus difficile à enrayer : les difficultés de recrutement. Certaines disciplines manquent de candidats. Le ministère veut rassurer en disant que la tendance s'inverse, mais de gros problèmes subsistent. En mathématiques, par exemple : l'année dernière, 26 % des postes n'ont pas été pourvus à l'issue du concours. L'Éducation nationale emploie des contractuels pour combler les trous, «*mais dans certaines disciplines comme les maths, le vivier de candidats contractuels s'amenuise aussi année après année*», s'inquiète le Snes. **M.Pi.**